

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 22/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CDMR

Champblanc
16 370 Richemont

Références : 2025_1320_UbD16-86_Env
Code AIOT : 0007201194

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/10/2025 dans l'établissement CDMR implanté Champblanc – Bois des Alènes 16370 VAL-DE-COGNAC. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre des inspections au titre du plan pluriannuel de contrôle (PPC) et également du traitement des dossiers de porter à connaissance (PAC) déposés en janvier 2024 et en mai 2025 par CDMR.

- Le PAC de janvier 2024 porte sur la demande d'allégement des conditions de suivi des retombées de poussières sur ce site. Dans le cadre du plan de surveillance, CDMR a mis en place un réseau de 6 jauges (2 jauges de type « Riverain », 3 jauges en limite de site et 1 jauge témoin). Le bilan annuel des retombées de poussières, incluant les résultats et leur analyse, fait apparaître que, depuis 2020, les valeurs relevées au niveau des stations « riverain » sont inférieures à 100 mg/m²/jour dans la quasi-majorité des cas, ce qui correspond à empoussièrement faible et très en deçà des 500 mg/m²/jour, valeur limite fixée par l'arrêté ministériel du 30 septembre 2016. Dans ces conditions, CDMR sollicite un aménagement des conditions prévues par l'article 3.3 de l'arrêté préfectoral du 14 mars 2006, pour passer d'un suivi mensuel à un suivi trimestriel des retombées de poussières.

- Le PAC de mai 2025 décrit les modifications visées pour les conditions de remise en état de la carrière. Ces modifications résultent des essais d'approfondissement de l'extraction pour atteindre des bancs de gypse inférieurs. Durant cette période (4 ans maximum) la zone concernée ne peut accueillir de stériles et en génère de nouveaux. Cela nécessite leur stockage dans une autre zone, dans le secteur de la Petite Groie. L'accueil d'un volume de stériles, supérieur à celui prévu pour rejoindre le terrain naturel initial, nécessite l'aménagement d'une butte. L'exploitation restera dans les limites de la cote actuelle maximale autorisée du fond de carreau, sans modification de la durée et du périmètre d'exploitation autorisés.

Enfin, est traitée la demande de CDMR (lettre du 16 octobre 2025) de pouvoir porter le tonnage total des déchets externes inertes à 200 000 t (actuellement 150 000 t) et non inertes, notamment à base de gypse, à 70 000 t (actuellement 40 000 t).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CDMR
- Champblanc – Bois des Alènes 16370 VAL-DE-COGNAC
- Code AIOT : 0007201194
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'arrêté préfectoral du 14 mars 2006 autorise la société CDMR à exploiter une carrière à ciel ouvert de gypse sur la commune de Cherves-Richemont au lieu-dit « Bois des Alènes » pour une durée de 30 ans. La production moyenne autorisée est de 350 000 t, la production maximale de 450 000 t. Pour l'année 2024, la production a été de 265 000 t.

L'exploitation représente une surface totale de 97 ha 21 a 87 ca, qui se décompose en 2 parties distinctes séparées par la RD 48, l'une côté Puits Patriaud (avec les bureaux de l'exploitation), dont l'extraction a cessé et est en cours de remblaiement, l'autre, dont l'extraction est en cours et qui se développe vers le nord de la RD 48.

La cote minimale autorisée pour le fond de la carrière est de – 22 m NGF, l'épaisseur d'extraction maximale est de 33 m.

Les matériaux sont dirigés vers l'installation de traitement, laquelle alimente l'usine voisine PLACOPLATRE par bande transporteuse. Le tiers restant de la production part par camion.

L'exploitation de la carrière est réalisée à ciel ouvert, de la façon suivante :

- décapage de la découverte,
- extraction des stériles,
- transport et mise en verse définitive des stériles (réaménagement du site),
- fracturation au brise-roche-hydraulique (BRH) des bancs de gypse,
- reprise du gypse et transport jusqu'à l'installation de traitement,
- traitement et stockage des produits finis à l'installation.

Les horaires de fonctionnement de la carrière sont de 4 h à 20 h.

Thèmes de l'inspection :

- modification des conditions de remise en état
- Bruits et vibrations
- Déchets
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Plan de gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Prévention des pollutions et des risques	Arrêté Préfectoral du 14/03/2006, article 3.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
12	Remblayage	Arrêté Préfectoral du 17/12/2020, article 2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Registres et plans	Arrêté Préfectoral du 14/03/2006, article 2.2
2	Dispositions particulières d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 14/03/2006, article 2.6.2
3	Dispositions particulières d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 14/03/2006, article 2.6.3
5	Caractéristiques de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 14/03/2006, article 1.3
6	Sécurité publique	Arrêté Préfectoral du 14/03/2006, article 2.8.1
7	Eaux d'exhaure	Arrêté Préfectoral du 14/03/2006, article 3.2.2
8	Retombées atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 14/03/2006, article 3.3
10	Zones à émergence réglementée	Arrêté Préfectoral du 14/03/2006, article 3.4
11	Modalités particulières d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 14/03/2006, article 2.6.6

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection a permis tout d'abord de faire un point sur des modifications envisagées sur la carrière, qui ont été portées à la connaissance du préfet en janvier 2024 et mai 2025.

- Le porter à connaissance (PAC) de janvier 2024 porte sur la demande d'allègement des conditions de suivi des retombées de poussières émises par la carrière. Dans le cadre de son plan de surveillance, CDMR a mis en place un réseau de 6 jauges (2 jauges de type

« Riverain », 3 jauges en limite de site et 1 jauge témoin). Le bilan annuel des retombées de poussières fait apparaître que, depuis 2020, les valeurs relevées au niveau des stations « riverain » sont inférieures à 100 mg/m²/jour dans la quasi-majorité des cas, ce qui correspond à empoussièrément faible et très en deçà des 500 mg/m²/jour, valeur limite fixée par l'arrêté ministériel du 30 septembre 2016. C'est la raison pour laquelle CDMR sollicite un aménagement des conditions prévues par l'article 3.3 de l'arrêté préfectoral du 14 mars 2006, pour passer d'un suivi mensuel à un suivi trimestriel des retombées de poussières. Cette modification est notable mais non substantielle (article R. 181-46 du code de l'environnement) et l'inspection propose au préfet de donner une suite favorable à la demande de l'exploitant.

- Le PAC de mai 2025 porte essentiellement sur un essai d'approfondissement de l'exploitation et sur la remise en état de la carrière, avec une superficie de l'emprise ICPE et une durée d'exploitation inchangées. De même, aucun dépassement de seuils réglementaires (par exemple, volume de matériaux extraits, abaissement de la cote du fond de fouilles) n'est demandé par le carrier. Ces éléments conduisent à considérer raisonnablement que les modifications demandées par le carrier sont notables mais non substantielles. Par ailleurs, il a été constaté lors de la présente inspection que le carrier suit les dispositions décrites dans son dossier de PAC. Cette expérimentation et les modifications de la remise en état sur la zone de la Petite Groie sur la carrière est notable mais non substantielle, au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement, et l'inspection propose au préfet de donner une suite favorable à la demande de l'exploitant.

Cette inspection a également mis en évidence un besoin d'amélioration de la gestion des déchets accueillis sur la carrière. Des éléments complémentaires sont en effet attendus notamment sur les modalités d'acceptation des déchets extérieurs, sur leur tri et sur leur regroupement au sein de la carrière (meilleure discrimination, en particulier des déchets inertes et à base de gypse).

Le constat a été fait, d'après les déclarations GERE 2023 et 2024, que les tonnages de matériaux extérieurs reçus dépassent les valeurs maximales autorisées. Or, lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué vouloir augmenter sa quantité de déchets entrants. Dans sa demande transmise le 16 octobre 2025, il souhaite ainsi porter le tonnage total de ces déchets à 200 000 t (actuellement 150 000 t) et le tonnage de matériaux à base de gypse à 70 000 t (actuellement 40 000 t).

Il convient de rappeler que le remblayage avec des déchets extérieurs à la carrière vise une finalité d'élimination de ceux-ci. Or, les produits et matériaux issus de chantiers de déconstruction du bâtiment ne sont pas destinés à être traités comme des déchets ultimes mais prioritairement à être recyclés. Ils entrent en effet dans le champ d'application de la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (AGEC), dans laquelle s'inscrit la mise en place de la filière à responsabilité élargie du producteur (REP) des produits et matériaux de la construction du secteur du bâtiment (PMCB). La demande de l'exploitant de pouvoir augmenter la quantité accueillie de déchets et produits à base de gypse ne vise pas à leur valorisation et s'avère être incompatible avec les objectifs de la loi AGEC.

L'inspection ne propose donc pas au préfet de donner une suite favorable à cette demande d'augmenter l'accueil de déchets sur la carrière.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registres et plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2006, article 2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation
Prescription contrôlée : Un plan d'échelle adaptée à la superficie de la carrière est établi. Sur ce plan sont reportés : — les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres ; — les bords de la fouille ; — les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; — les zones remises en état ; Ce plan, mis à jour au moins une fois par an, est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. À la fin de chaque période quinquennale, ce plan est adressé à l'inspection des installations Classées.
Constats : L'exploitant a transmis 2 plans d'exploitation de mai 2025 correspondants : <ul style="list-style-type: none">• à la partie carrière en exploitation (extraction en cours)• à la partie « usine », dont l'extraction a cessé et est en cours de remblayage. Les plans comportent la majeure partie des éléments nécessaires à leur bonne compréhension. Toutefois : <ul style="list-style-type: none">• ils ne présentent pas de barre d'échelle permettant de juger des distances• ils ne font pas apparaître les abords du périmètre dans un rayon de 50 mètres• ils ne comportent pas les éléments caractéristiques tels que l'emplacement des piézomètres.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois , de mettre à jour les plans de la partie carrière en exploitation et de la partie coté Puits Patriaud (avec les bureaux), en faisant figurer notamment la barre d'échelle, les abords du périmètre dans un rayon de 50 mètres et les éléments caractéristiques tels que l'emplacement des piézomètres.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dispositions particulières d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2006, article 2.6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Modalités particulières d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation sera conduite suivant la méthode et le phasage définis ci-après : extension de l'excavation vers l'ouest, sauf pour la partie située au lieu-dit « Puits Patriaud ». L'exploitation se fera sur 2 ou 3 fronts.</p> <p>Les plans utiles relatifs à la description du phasage de l'exploitation sont joints au présent arrêté.</p> <p>Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation. Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles.</p> <p>L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux.</p>
<p>Constats :</p> <p>1) Lors de la dernière inspection (30/09/2022), et au vu du plan d'exploitation de janvier 2022, il avait été constaté que le phasage d'exploitation n'était pas conforme à celui prévu. L'exploitation s'étendait sur la phase 3, sur les 2/3 de la phase 4 et sur 1/2 de la phase 5, selon le plan de phasage annexé à l'arrêté du 14 mars 2006. Il avait alors été demandé à l'exploitant de redéfinir son phasage pour les années à venir.</p> <p>En retour, l'exploitant avait répondu, par courrier du 9 mars 2023, que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'année 2022 correspond à la phase 4 de l'arrêté préfectoral (AP) de 2006 • le décalage était dû pour partie à l'extension de la carrière de 3,35 ha (parcelle 739 située au centre du périmètre) actée par l'arrêté préfectoral complémentaire (APC) du 6 avril 2020, et que le séquençage figurant dans l'arrêté de 2006 n'avait pas été mis à jour • un dossier de renouvellement/extension, portant sur un projet d'approfondissement de l'exploitation pour accéder jusqu'à 6 bancs supplémentaires de gypse, serait transmis sous 2 ans et sera l'occasion de mettre à jour le plan de phasage. <p>2) Le 28 mai 2025, l'exploitant a transmis ce dossier, dont les points essentiels sont rappelés ci-après.</p> <ul style="list-style-type: none"> • La zone concernée par l'essai d'approfondissement, d'une surface de 2,1 ha, est localisée sur le secteur désigné – 7 m NGF sur le plan d'exploitation de 2022. • Ces travaux d'exploitation et d'extraction des bancs supplémentaires neutralisent le remblaiement de cette zone durant au maximum 4 ans, retardant d'autant sa remise en état. • Ces travaux engendrent un surplus de matériaux de déblais et stériles devant être stockés. Il est donc prévu de déposer ces matériaux à l'ouest de la voie communale VC3 dans le secteur de la Petite Groie, conduisant alors à la création d'une butte, qui sera ensuite engazonnée et boisée. • Le classement de la carrière n'est pas modifié (rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées). • La durée d'exploitation demeure fixée à 30 ans comme prévu dans l'arrêté d'autorisation du 14 mars 2006. • Les surfaces autorisées restent inchangées, l'exploitation représente une surface totale de 97 ha 21 a 87 ca. Celle-ci se décompose en 2 parties distinctes séparées par la RD 48, l'une

du côté de Puits Patriaud , l'autre se développant vers le nord de la RD 48.

- Les cotes d'exploitation ne seront pas modifiées, l'essai d'approfondissement demeurant dans les limites de l'autorisation de l'arrêté du 14 mars 2006 (cote minimale de – 22 m NGF, épaisseur maximale d'extraction de 33 m, hauteur maximale des fronts dans le gypse de 3 m.
- Les autorisations de l'exploitation actuelle au titre de la loi sur l'eau, acquises par antériorité pour les rubriques concernées, restent inchangées. Il s'agit des rubriques 1.1.1.0 (13 piézomètres de surveillance de la nappe, relevant du régime de la déclaration), 1.1.2.0 – 1° (pompage d'exhaure pour un volume annuel maximal de 950 000 m³/an, relevant du régime de l'autorisation), 2.1.5.0 – 1° (emprise de la carrière de 95,5 ha constituant un seul bassin versant, supérieur à 20 ha, relevant du régime de l'autorisation), 2.2.1.0 (rejet d'exhaure dans le fossé du Roi pour un débit supérieur à 5 % du débit du fossé du Roi, relevant du régime de la déclaration) et 3.2.3.0 – 1° (deux plans d'eau d'une surface cumulée de 32,5 ha, relevant du régime de l'autorisation).
- Les seules modifications engendrées portent sur le stockage d'une quantité importante de matériaux non valorisables (les terres de découvertes et les niveaux inter-bancs représentent en moyenne 75 % des volumes concernés ; pour 1 m³ de gypse extrait, environ 3 m³ de découverte doivent être déplacés et stockés). Plus précisément :
 - des 3 secteurs disponibles, le seul dégagé de toutes contraintes, car situé en retrait des zones à exploiter, est localisé près de la Petite Groie
 - ce secteur (18 ha), selon l'exploitant, ne permet (mi-2025) d'accueillir qu'environ 50 000 m³ dans le respect de la remise en état actuellement autorisée (remblayage jusqu'au terrain naturel), ce qui est insuffisant pour accueillir les volumes de stériles générés. De ce fait, un exhaussement de sol est envisagé sous la forme d'une butte aux formes douces (hauteur maximale de 15 m et pente maximale de 30 %), intégrée dans le paysage, permettant d'accueillir les 2 millions de mètres cubes de matériaux qui doivent être stockés sur les 4 prochaines années (découverte principalement). Cette zone sera ensuite enherbée et boisée avec aménagement d'un belvédère
 - un fossé sera reconstitué en pied de butte pour permettre de recréer les écoulements venant de la butte vers le fossé du Roi, sur son tronçon qui s'écoule vers la Charente
 - le projet de création d'une butte au niveau de la Petite Groie sera réalisé de façon similaire à celle de la butte d'Orlut voisine et offrira une richesse floristique et faunistique qui constituera un gain de biodiversité en comparaison de la remise en état agricole initialement prévue
 - les usages futurs du site prévus dans le cadre de la nouvelle remise en état seront (i) de la renaturation à vocation écologique sur le secteur de la Petite Groie, sur les pourtours du plan d'eau Ouest et du petit plan d'eau à l'Est (pelouses calcicoles, berges, surfaces en eau...), (ii) un usage récréatif de plein air sur le grand plan d'eau Ouest, qui deviendra une base de loisirs, et (iii) un usage agricole pour le reste des parties de l'emprise
 - l'avis sur la remise en état du maire de la commune de Val-de-Cognac a été sollicité.
- La modification sollicitée n'implique aucune évolution du phasage de l'exploitation.
- La modification des garanties financières est prise en compte par l'exploitant. Comme la durée d'autorisation restante est de 12 ans, à compter du début des modifications envisagées, deux périodes quinquennales et une période de moins de deux ans sont donc considérées pour le calcul des garanties financières (phase 4 : 2025-2029 ; phase 5 : 2029-2035 ; phase 6 : 2035-2036). Les montants calculés sur la base d'une carrière alluvionnaire conduisent aux montants de 1 306 242 € (phase 4 de 2025 à 2029), 316 000 € ((phase 5 de 2029 à 2035) et 222 843 € (phase 6 de 2035 à 2036).
- Le nouveau plan de gestion des déchets d'extraction adapté sera transmis à l'inspection

(voir point de contrôle n° 4)

- Les modifications envisagées sont compatibles avec les plans et schémas (schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux [SDAGE], schéma d'aménagement et de gestion des eaux [SAGE], schéma régional d'aménagement de développement durable et d'égalité des territoires [SRADDET, plan local d'urbanisme intercommunal [PLUi]).

3) Lors de la présente inspection, il a été constaté que :

- l'essai d'approfondissement dans la zone désignée avait débuté
- la zone concernée par la modification envisagée correspond à celle du plan accompagnant le dossier transmis
- le dépôt de matériaux et stériles, sur les terrains à l'Ouest de la VC3, a débuté et rend perceptible la butte dont le profil commence à se dessiner
- les travaux et conditions de leur exécution observés sur site correspondent aux éléments et dispositions décrits dans le dossier brièvement décrit ci-dessus.

4) À l'issue de l'examen du dossier de l'exploitant quant aux modifications envisagées sur sa carrière, il apparaît que la superficie de l'emprise ICPE et la durée de son exploitation ne sont pas changées. De même, aucun dépassement de seuils réglementaires (par exemple, volume de matériaux extraits, abaissement de la cote du fond de fouilles) n'est demandé par le carrier. Compte tenu de ces éléments, il peut être raisonnablement considéré que les modifications demandées sont notables mais non substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement. L'inspection propose donc au préfet de donner une suite favorable aux modifications demandées par l'exploitant. Une proposition de lettre de donner acte est jointe pour signature du préfet.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dispositions particulières d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2006, article 2.6.3

Thème(s) : Risques chroniques, Cotes verticales

Prescription contrôlée :

La cote minimale NGF du fond de la carrière est de – 22 m NGF au niveau de « Puits Patriaud ». L'épaisseur d'extraction maximale est de 33 m. La hauteur maximale des fronts sur les bancs de gypse est de 3 m.

Constats :

Les valeurs minimales observées sur le plan d'exploitation se situent actuellement à environ – 7 m NGF. La cote autorisée fixée à – 22 m NGF est donc respectée.

Il est à noter que le dossier de modification des conditions d'exploitation déposé en mai 2025 (cf. point de contrôle n° 2), qui porte sur un essai d'approfondissement d'extraction ne dépassera pas cette cote minimale d'extraction.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Plan de gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">— la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;— le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;— la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;— en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;— la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;— le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;— les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;— en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;— une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;— les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction. <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
Constats : <p>L'exploitant a transmis en septembre 2021 un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière.</p> <p>Compte-tenu des évolutions du site – ajout au périmètre d'exploitation de la surface de 3,34 ha correspondant à la parcelle D 739 et approfondissement de l'exploitation sous forme de test dans une zone d'extraction –, ce plan de gestion des déchets d'extraction doit être mis à jour.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant doit procéder, sous trois mois, à la mise à jour du plan de gestion des déchets d'extraction pour intégrer les évolutions du site – notamment l'ajout au périmètre d'exploitation</p>

de la surface de 3,34 ha correspondant à la parcelle D 739 et l'approfondissement de l'exploitation sous forme de test dans une zone d'extraction.
Cette mise à jour doit faire apparaître les quantités de gypse, de terre végétale de découverte et d'inter-banc supplémentaires extraits, indiquer les quantités totales de déchets d'extraction générés et préciser les zones de stockage de ces déchets, notamment celles près du secteur de la Petite Groie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Caractéristiques de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2006, article 1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation
Prescription contrôlée : [...] Avant le 1er mars de l'année N+1, l'information sur le tonnage extrait de l'année N est transmis à l'inspection.
Constats : L'exploitant a procédé à la déclaration (GEREP) pour l'année 2024. Le tonnage extrait de l'année 2024 indique 265 000 t de matériau (gypse) extrait.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Sécurité publique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2006, article 2.8.1
Thème(s) : Risques chroniques, Interdiction d'accès
Prescription contrôlée : L'accès à la carrière est interdit à toute personne non employée par la société et qui n'a pas reçu une autorisation explicite de celle-ci. L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent.
Constats : Lors de l'inspection précédente de 2022, il avait été noté l'absence de clôtures en bordure de portions de la VC3. Il a été constaté, lors de la présente inspection, que la clôture en bordure de portions de la VC3, absente lors de l'inspection de 2022, a été remise en place.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Eaux d'exhaure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2006, article 3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux-remblayage
Prescription contrôlée : Article 3.2.2 Les eaux d'exhaure passent dans un bassin de décantation. Ce bassin est déplacé en fonction de l'avancée des travaux. En cas de rejet à l'extérieur à la carrière, ces eaux ne doivent pas dépasser les valeurs suivantes : PH entre 5,5 et 8,5 MES < 35 mg/l (norme NFT 90 105) Article 4.3 modifié De plus, l'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts. La surveillance de la qualité des eaux récupérées en fond de trou et des eaux d'exhaure fera l'objet d'un contrôle semestriel qui doit comporter au minimum les analyses suivantes : — pH — MES — Potentiel d'oxydo-réduction — résistivité — Métaux lourds totaux — Fer — DCO ou COT — Hydrocarbures totaux — Chlorure — Fluorure — Sulfates En cas de dérive de la qualité des eaux du fond de carrière et de la lagune de décantation avant rejet, l'inspection pourra proposer au préfet des mesures adaptées à la situation pour limiter ou supprimer l'impact au milieu, même une fois le remblaiement finalisé. Ce remblayage ne devra pas modifier la remise en état globale du site fixée par le présent arrêté.
Constats : L'exploitant a transmis : <ul style="list-style-type: none">• un tableau de suivi des analyses d'eau depuis 2015• les relevés de hauteur d'eau des différents piézomètres• les résultats du 13/08/2025 des dernières analyses d'eau de fond de carrière effectuées par le laboratoire d'analyses Eurofins. Ces résultats respectent les valeurs seuils maximales.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Gestion des poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2006, article 3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Retombées atmosphériques
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières. En période sèche, les pistes sont régulièrement arrosées de manière à prévenir tout envol de poussières. Un réseau approprié de mesures des retombées de poussières dans l'environnement est mis en place. Les plaquettes de mesure de quantité de poussières sont installées aux emplacements suivants : — côté limite nord vis à vis du hameau des « Ecudets » ; — côté limite ouest de la partie en cours d'exploitation ; — côté nord du secteur de « Puits Patriaud » lorsqu'il sera exploité. Les relevés sont mensuels et les résultats tenus à la disposition de l'inspection.
Constats : L'exploitant a transmis un tableau de suivi des retombées de poussières pour l'année 2025 (relevé mensuel pour certains emplacements). Les valeurs respectent les exigences réglementaires.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Prévention des pollutions et des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2006, article 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des poussières
Prescription contrôlée : [...] Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôts de poussières ou de boue sur les voies de circulation publiques.
Constats : Lors de l'inspection, constat a été fait que malgré la présence de matériel permettant de laver les roues des camions sortants de la carrière et l'essai concluant de ce dispositif, la route au voisinage de la sortie est couverte d'un matériau fin collant au sol.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de s'assurer du bon usage du matériel de lavage des roues par les camions sortants, de l'efficacité de celui-ci et du nettoyage régulier de la route, en particulier en période sèche. L'exploitant veille également à la bonne application de l'interdiction de la traversée de la route lors de l'exploitation en période pluvieuse afin de ne pas déposer de boue sur la chaussée. Il reporte dans un registre les pannes de matériel de lavage des roues/durée de non-fonctionnement et les opérations de nettoyage de la chaussée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Zones à émergence réglementée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2006, article 3.4

Thème(s) : Risques chroniques, Bruit

Prescription contrôlée :

Article, 3.4 Les horaires de fonctionnement de la carrière sont limités de 4 heures à 20 heures, week-end et jours fériés exclus.

Article 3.4.1 – Zones à émergence réglementée

On appelle émergence la différence entre le niveau du bruit ambiant, carrière en exploitation, et le niveau du bruit résiduel lorsque la carrière est à l'arrêt.

On appelle zones à émergence réglementée :

- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de l'autorisation, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse).
- les zones constructibles, définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de l'autorisation.
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de l'arrêté d'autorisation dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

BRUIT VALEURS LIMITES ET POINTS DE CONTRÔLE

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7 h 00 à 22 h 00 sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 h 00 à 7 h 00 ainsi que les dimanches et jours fériés
supérieur à 45 dB (A)	5 dB(A)	3 dB (A)

Valeurs admissibles en limite de propriété	Jour (7h00- 22h00) sauf dimanches et jours fériés	Nuit (22h00- 7h00) et dimanches et jours fériés
POINTS DE CONTRÔLES	Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A)	Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A)
	60	50

Un contrôle des niveaux sonores est effectué au plus tard 3 mois après le début des travaux d'extension puis périodiquement, notamment lorsque les fronts de taille se rapprochent des zones habitées. En tout état de cause, de tels contrôles sont effectués au moins une fois tous les trois ans.

Constats :

Le bruit principal sur la carrière est généré par le brise-roche.

L'exploitant a transmis les rapports de contrôle des niveaux de bruit dans l'environnement de la carrière établis par Geoscop :

- en période diurne le 27 juin 2023
- en période nocturne du 3 au 4 juillet 2024.

Dans les deux cas, les valeurs de niveaux sonores mesurées respectent les exigences réglementaires. Les mesurages d'expertise mettent en évidence des émergences diurnes et nocturnes conformes aux 4 points en zones à émergence réglementée. De même, les 3 niveaux de bruit en limite de site sont inférieurs aux valeurs maximales admissibles.

Il a toutefois été fait remarquer à l'exploitant le décalage temporel de 1 an entre les mesures diurnes et nocturnes. Ce décalage, important compte tenu de la périodicité (3 ans) de renouvellement des mesures, ne permet pas d'avoir un état cohérent de l'empreinte sonore de l'installation pour un rythme de fonctionnement instantané donné.

L'exploitant doit veiller, lors de sa prochaine campagne de mesures de bruit, à grouper ses relevés de jour et de nuit sur un intervalle de temps suffisamment court pour être représentatif de l'activité de la carrière.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Modalités particulières d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2006, article 2.6.6

Thème(s) : Risques chroniques, Commission de suivi de la carrière

Prescription contrôlée :

Une commission de suivi est réunie au moins une fois par an à l'initiative de l'exploitant ou du maire de CHERVES-RICHEMONT.

Constats :

Une commission de suivi s'est réunie le 22 mai 2025. Le compte-rendu établi par l'exploitant fait ressortir :

- que l'exploitant a présenté l'avancée de l'exploitation, les suivis environnementaux, le projet de modification de la remise en état, la mise en service d'une plateforme de recyclage, le projet d'implantation d'une nouvelle base vie, le projet de création d'un casier de stockage d'amiante liée, le projet d'extension et renouvellement de la carrière
- peu de questions des participants, hormis celles liées à la gestion des stériles supplémentaires engendrés par l'approfondissement, ainsi que sur le sujet du projet de stockage d'amiante.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Remblayage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral Complémentaire du 17/12/2020, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'accueil matériaux extérieurs de remblai

Prescription contrôlée :

Le réaménagement est coordonné avec l'exploitation. [...]

Le remblayage de la carrière [...] est réalisé majoritairement par les stériles d'exploitation.

Les matériaux inertes extérieurs sont limités à 150 000 t /an, dont 40 000 t de matériaux avec des concentrations en sulfates dépassant 3 000 mg/kg MS. Les déchets utilisables pour le remblayage sont

— les déchets d'extraction inertes, qu'ils soient internes ou externes, sous réserve qu'ils soient compatibles avec le fond géochimique local,

— les déchets inertes externes à l'exploitation de la carrière s'ils respectent les conditions d'admission définies par l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé. À ce titre, sont admis :

— les déchets inertes externes suivants :

Code déchet (1)	Description	Restrictions
17 01 01	Béton	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 02	Briques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 03	Tuiles et Céramiques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 07	Mélange de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substance dangereuse	Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 02 02	Verre	Sans cadre ou montant de fenêtres
17 03 02	Mélanges bitumineux ne contenant pas de goudron	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés Un test montrant que ces déchets ne contiennent ni goudron, ni amiante doit être réalisé.
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse	A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés
20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe.

(1) : Art. R.541-7 du code de l'environnement

ainsi que :

— des rebuts de fabrication provenant des usines de production de plâtre, de plaques ou de produits dérivés contenant du plâtre et qui sont non recyclables dans des conditions technico-économiques acceptables ;

— des terres et matériaux extérieurs à la carrière contenant naturellement du gypse ou de l'anhydrite. Si les déchets n'entrent pas dans une des catégories ci-dessus, l'exploitant s'assure que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis à l'annexe II de l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé sauf pour :

— les sulfates dont la concentration acceptable peut être supérieure tout en restant en dessous du fond géochimique de la carrière,

— la fraction soluble, résidu sec à 105 °C sur éluât, dont la concentration acceptable peut être supérieure tout en restant en dessous du fond géochimique de la carrière. Au regard du contexte géochimique local, les valeurs limites à respecter sur éluât sont les suivants :

— chlorures : 900 mg/kg MS

— fluorures : 27 mg/kg MS

— sulfates : 15 000 mg/kg MS

— fraction soluble : 25 000 mg/kg MS

Dans ce cas, les matériaux faisant l'objet de cette dérogation seront placés au-dessus de la cote +12 m NGF, au moins 1 m au-dessus de la cote des plus hautes eaux, jusqu'à 1,5 m sous le niveau du terrain naturel. Ils sont recouverts d'une couche argilo-marneuse pour éviter l'infiltration des eaux de pluie et leur lixiviation.

Ils sont repérés sur un plan. Les déchets et produits extérieurs précités ne sont employés que dans les trous d'excavation à des fins de remblayage.. Si le déchet ne satisfait pas à la valeur limite indiquée pour le carbone organique total sur éluât à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai de lixiviation NF EN 12457-2 avec un pH compris entre 7,5 et 8,0. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le carbone organique total sur éluât si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 500 mg/kg de matière sèche.

Chaque arrivage fait l'objet d'un contrôle visuel préalable par du personnel compétent avec déchargement sur une plateforme aménagée. Les apports extérieurs de déchets sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des déchets à leur destination (sur la base d'analyses pour les déchets autres que ceux spécifiés dans le tableau ci-dessus).

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des déchets ainsi que les moyens de transport utilisés. Tout apport non conforme fait l'objet d'un retour, d'une mention sur le registre de suivi et d'une information à l'inspecteur des installations classées.

Tout apport non conforme fait l'objet d'un retour, d'une mention sur le registre de suivi et d'une information à l'inspecteur des installations classées.

Constats :

L'exploitant a :

- transmis la procédure de janvier 2019 d'admission des déchets inertes dans la carrière
- transmis le registre des déchets entrants issu de l'application Trackdechets pour la période du 6 janvier au 31 juillet 2025
- a déclaré dans l'application GEREPE le tonnage de déchets extérieurs accueillis sur la carrière.

Il a été constaté que le réaménagement est coordonné avec l'exploitation (portion longeant la VC3). Cependant, il a également été noté lors de cette inspection que :

- l'exploitant ne dispose pas du plan justifiant l'implantation des déchets qui font l'objet de la dérogation prévue par la prescription rappelée ci-dessus (i.e., placement de ces déchets et produits au-dessus de la cote + 12 m NGF, au moins 1 m au-dessus de la cote des plus hautes eaux, jusqu'à 1,5 m sous le niveau du terrain naturel ; couverture de ces déchets et produits par une couche argilo-marneuse pour éviter l'infiltration des eaux de pluie et leur lixiviation ; emploi de ces déchets et produits uniquement dans les trous d'excavation à des fins de remblayage). L'exploitant a néanmoins indiqué qu'il disposait d'un tel plan ainsi que d'un suivi mensuel, documents qu'il s'est engagé à transmettre
- la procédure de janvier 2019 d'admission des déchets inertes dans la carrière est générique pour les carrières du groupe Garandeau et non spécifique à la carrière, alors même que celle-ci présente la particularité de pouvoir accueillir des matériaux à base de gypse, soumis à une gestion particulière
- le registre des déchets entrants ne mentionne pas systématiquement le chantier d'où proviennent les déchets de déconstruction, ni leurs nature et code déchet
- l'exploitant a déclaré dans la base GERP, en 2023 et 2024 respectivement un total de 164 000 et 208 200 t de déchets extérieurs destinés à remblayer la carrière. Le tonnage total de déchets accueillis dépasse celui autorisé (150 000 t) sans que l'exploitant l'ait signalé au préalable à l'inspection
- les conditions de discrimination des produits et matériaux entrants issus de chantiers de déconstruction du bâtiment (béton, brique, tuiles, céramique, verre, etc.), potentiellement valorisables, ne sont pas clairement définies.

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué vouloir augmenter sa quantité de déchets entrants. Dans sa demande transmise le 16 octobre 2025, il souhaite porter le tonnage total de ces déchets à 200 000 t (actuellement 150 000 t) et le tonnage de matériaux à base de gypse à 70 000 t (actuellement 40 000 t). L'exploitant explique qu'il observe sur son site une sollicitation croissante de la demande d'accueil de déchets inertes et non inertes du bâtiment et justifie sa demande d'augmentation d'acceptation de déchets entrants sur le fait que la réception de déchets en carrière évite les dépôts sauvages, que le recyclage de déchets de plâtre est complexe et que les exutoires locaux pour de tels déchets sont limités.

L'inspection des installations classées note que :

- la demande de l'exploitant intervient après constat de dépassement de valeurs autorisées sur 2 années consécutives (2023 et 2024) sans que ce sujet n'ait été signalé au préalable à l'inspection
- les augmentations demandées sont importantes, en particulier pour les déchets à base de gypse (quasi doublement)
- les conditions de discrimination des produits et matériaux entrants issus de chantiers de déconstruction du bâtiment, potentiellement valorisables, ne sont pas clairement définies, comme il l'a été constaté ci-dessus
- l'expérimentation d'approfondissement génère déjà une importante quantité de matériaux non valorisables, qui va conduire à la formation d'un exhaussement de sol sous la forme d'une butte (accueil de 2 millions de mètres cubes de ces matériaux ; voir porter à connaissance, point de contrôle n° 2).

L'inspection rappelle que l'élimination des déchets reste le dernier des modes de traitement de ces déchets (voir article R. 541-1-II-2° du code de l'environnement relatif à la hiérarchie des modes de traitement des déchets).

Les produits et matériaux issus de chantiers de déconstruction du bâtiment, et en particulier ceux qui contiennent du gypse ou de l'anhydrite, méritent d'être prioritairement valorisés et non destinés à être traités comme des déchets ultimes. Le plâtre est en effet un matériau qui se prête à une revalorisation matière. Il entre dans le champ d'application de la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (AGEC), dans laquelle s'inscrit la mise en place de la filière à responsabilité élargie du producteur (REP) des produits et matériaux de la construction du secteur du bâtiment (PMCB).

Dans ce contexte, la demande de l'exploitant de pouvoir augmenter la quantité de déchets accueillis, et plus particulièrement ceux contenant du plâtre, s'avère être incompatible avec les objectifs de la loi.

L'inspection ne propose donc pas au préfet de donner une suite favorable à cette demande d'accueil de déchets supplémentaires sur la carrière.

Une proposition de réponse à l'exploitant est jointe pour signature du préfet.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant, **sous trois mois**, transmet :

- un plan et un tableau précisant l'implantation des déchets faisant l'objet de la dérogation, pour permettre de justifier (i) qu'ils sont placés au-dessus de la cote + 12 m NGF, au moins 1 m au-dessus de la cote des plus hautes eaux, jusqu'à 1,5 m sous le niveau du terrain naturel, (ii) qu'ils sont recouverts d'une couche argilo-marneuse pour éviter l'infiltration des eaux de pluie et leur lixiviation et (iii) qu'ils sont employés uniquement dans les trous d'excavation à des fins de remblayage
- la procédure révisée d'admission des divers déchets accueillis sur son site et les modalités de discrimination et de gestion des déchets inertes et non inertes (en particulier les déchets de plâtre)
- les quantités de déchets à base de gypse et d'anhydrite entrants par rapport au tonnage global de déchets accueillis pour les années 2023 et 2024
- les documents d'acceptation préalable d'apport de déchets correspondant aux livraisons des trois entreprises suivantes :
 - Brangeon Recyclage Aquitaine, le 06/01/2025
 - Fort Bâtiment, le 03/02/2025
 - Siorat NGE Routes, le 28/04/2025.

Il est rappelé à l'exploitant que le non-respect des valeurs maximales autorisées de déchets entrants est susceptible de suites administratives de type mise en demeure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois